

Annexe X
CONSTAT DE MESSRS LE COGUIC ET PICART (CSP) - 21 NOVEMBRE 1996

COPIE

INZINZAC-LOCHRIST le 21 novembre 1996

LE COGUIC G. , PICART Y.
Gardes Pêche Commissionnés
Conseil Supérieur de la Pêche
Brigade du Morbihan

Monsieur Le Directeur Départemental de
l'Agriculture et de la Forêt
VANNES

Sous-couvert

Monsieur le Président Délégué
des AAPPMA du Morbihan
S/C Chef de Brigade.

Objet : Micrcentrale du Pont Rouge
Commune de PRIZIAC

Nous avons l'honneur de vous transmettre, ci-joint, un
rapport concernant l'objet sus-visé.

Celui-ci fait état du contexte juridique et écologique
de la rivière AER , ainsi que d'une situation qu'il nous semble opportun de porter à votre connaissance.

Restant à votre disposition, nous vous prions d'agréer
Monsieur Le Directeur, l'expression de notre respectueux dévouement.

LE COGUIC G.

PICART Y.



A handwritten signature, likely of G. Coguin, consisting of stylized initials and a surname.

A handwritten signature, likely of Y. Picart, written in a cursive style.

(Page 1/9)

Annexe X

RIVIERE AER

MICROCENTRALE FHYM

COMMUNE de PRIZIAC

Situation :

La rivière AER , encore appelée rivière du Pont-Rouge, est un cours d'eau non domanial où le droit de pêche appartient aux riverains (certains d'entre eux ont accordé des baux de pêche à l'APPMA de l 'Entente du Haut Ellé). La police de la pêche relève du ministère de l'Environnement (DDAF).

De sa confluence avec l'Ellé, commune de Meslan, au pont dit de pont de Borne, communes de St Tugdual et du Croisty, l'Aër est classée cour d'eau à Saumon c'est à dire où la pêche du saumon est autorisée (Arrêté Ministériel du 26/11/87).

Sur tout leur cours l'Aër et ses affluents sont classés en première catégorie piscicole : essentiellement peuplés de salmonidés (truites, saumons).

De sa confluence avec l'Ellé jusqu'au chemin d'intérêt commun reliant St Tugdual à Priziac, cette rivière est classée cours d'eau à migrateurs depuis le Décret du 31/01/1922 pour les espèces suivantes : Saumon Atlantique, Truite de Mer, Lamproies Marine et Fluvatile, Truite Fario et Anguille.

Toutes ces espèces ne peuvent survivre que si elles voyagent suffisamment :

1) Pour rejoindre leur aire de ponte : la mer des Sargasses pour l'Anguille, les parties de rivières avec les des eaux courantes et des fonds de cailloux pour les autres espèces.

2) Pour atteindre leurs zones de croissance : tous les types d'habitat de l'eau douce pour l'Anguille, l'Océan Atlantique pour les autres espèces.

Le classement à migrateurs d'un cours d'eau implique le respect des dispositions des Articles L-232-6 et L-232-7 du Code Rural. Ces règles s'ajoutent aux exigences de l'Article L-232-5 du même Code. Les Articles L-232-8 et L-238-7 répriment les manquements à ces textes. Tous ces articles résultent de la Loi du 30/06/1984 régissant la pêche en eau douce (CF annexe).

L'Article L 211-1 du Code Rural (art. 3 de la Loi N°76629 du 26/07/1976 relative à la protection de la nature) et l'Article L-211-2 du même Code, complétées par l'Arrêté Ministériel du 8/12/1988 fixant la liste des espèces de poissons protégés sur l'ensemble du territoire national, protègent le Saumon Atlantique, les Truites de Mer et Fario, les Lamproies Marine et Fluvatile ainsi que leur biotope.

Les observations sur l'Anguille concordent et semblent dégager une régression sévère.

(page 2/9)

Annexe X

Particularité :

Au lieu-dit Plascaër, commune de Priziac, la Force HYdraulique de Meuse (FHYM) exploite une centrale utilisant les eaux de l'Aër. En amont de cette usine existent d'importantes zones de reproduction et de croissance des poissons migrateurs incluses dans la liste classée à migrateurs.

La FHYM confie au groupement EDF de Guerlédan la maintenance des installations.

Un cahier des charges institué par décret du 13/05/1961 organise le fonctionnement de l'usine et de son échelle à poissons.

Il semble opportun de préciser :

1) En cas de discordance entre les textes le Conseil d'Etat considère toujours que la Loi l'emporte sur le Décret et le Décret sur l'Arrêté.

2) Dans le domaine de la protection du Milieu Aquatique, par des arrêts en date du 26/06/58 et 4/03/1964, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation a considéré que le respect des prescriptions ou autorisations délivrées au titre d'autres Législations, ne s'opposent pas aux poursuites engagées au titre d'un article de la LOI régissant la pêche en eau douce définissant et réprimant un délit.

Constatations :

Dans le cadre de nos tournées sur l'Aër et notamment à l'usine de la FHYM, nous avons remarqué à plusieurs reprises :

1) L'absence de dispositif de franchissement pour la montée des anguilles.

L'échelle actuelle se compose de chutes entre plusieurs bassins à parois verticales et lisses, elle permet le passage des salmonidés (poissons à grande capacité de nage et de saut), des lamproies (elles s'aident de leur ventouse). Les anguilles ne sautent pas, elles ont une aptitude à la nage réduite, elles avancent par reptation.

2) L'absence d'entretien

Des branches en travers des échancrures des bassins rendent quasiment impossible la remontée des poissons par ces passages obligés. Des rochers obstruent la fosse d'appel (prise d'élan) qui doit permettre aux poissons de sauter du 6ème au 5ème bassin.

3) L'absence de dispositif empêchant l'entrée du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite.

Dans ces canaux, nous avons vu nager plusieurs poissons dont des truites de plus de 20 cms. A l'entrée du canal d'amenée, à l'entrée du tuyau d'alimentation de la turbine, à la sortie du canal de fuite, les grilles ont un espacement de 5 cms entre les barreaux. La protection du poisson exige un intervalle maximum de 1 cm. Le cahier des charges (Art. 7, 6ème) prévoit l'installation de grilles à écartement de 1 cm de 15/04/ au 31/05/. Or :

a) la dévalaison des jeunes saumons s'effectue du 1/03 au 15/05.

b) La migration des anguilles (géniteurs) vers la mer des Sargasses peut avoir lieu du début juillet à fin décembre.

c) Les truites fario circulent toute l'année.

La présence de poissons dans les canaux d'amenée et de fuite constitue à elle seule une infraction prévue par l'Art. L-232-5 du Code Rural, de plus elle démontre que la turbine peut broyer des poissons pendant la plus grande partie de l'année.

(page 3/9)

Annexe X

4) Vanne alimentant l'échelle à poissons

Cette vanne reste en permanence complètement baissée. Nous avons constaté ce fait de jour comme de nuit. De plus, le 16/10/96, nous avons tendu un très mince fil de coton entre la crémaillère et la barrage, ce fil n'est toujours pas rompu à ce jour.

L'Art. 7, 5^{ème} du cahier des charge prévoit la levée totale de cette vanne durant 6 heures consécutives pour un cycle de 24 heures. Ceci afin que la vieille rivière reçoive un débit suffisant pour permettre aux poissons de parcourir le chaos escarpé qui constitue son lit.

L'article L-232-5 du Code rural institue une obligation biologique de résultat (TGI QUIMPER, 02-06-94).

Cette obligation peut conduire l'exploitant d'ouvrage :

- a) à laisser à la rivière un débit minimum supérieur au 1/10^{ème} du module interannuel.
- b) à restituer au cours d'eau tout le débit existant à l'amont de l'ouvrage si celui-ci est inférieur au 1/10.

Conclusion :

EDF participe aux suivis de l'efficacité des échelles à poissons installées sur plusieurs cours d'eau du territoire national.

En leur qualité de professionnel dans l'usage de la force motrice de l'eau provenant du milieu naturel, EDF et la FHYM ne peuvent ignorer :

- 1 - Les exigences biologiques relatives à la survie de la faune aquatique.
- 2- Le contenu des dispositions légales destinées à concilier l'utilisation de l'eau et la pérennité des espèces piscicoles notamment les plus menacées à savoir les migrateurs.

Si les faits exposés ci-dessus perduraient , nous serions contraint de les considérer comme des négligences inexcusables que nous devrions constater par procès-verbal.

Fait à INZINZAC- LOCHRIST le 21 novembre 1996

Gardes-Pêche Commissionnés
Conseil Supérieur de la Pêche

LE COGUIC G.

PICART Y

